

## Déclaration du représentant de la République dominicaine

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs du Fonds international de développement agricole, Chers collègues des missions et des représentations des pays ici présents aujourd'hui,

J'ai l'immense plaisir de partager avec vous ces quelques mots sur la façon dont nous, en République dominicaine, comprenons les problèmes à régler et les possibilités à exploiter pour renforcer la sécurité alimentaire dans un État insulaire comme le nôtre, qui comporte des niveaux élevés de vulnérabilité climatique et de risques de catastrophes.

La République dominicaine est la plus grande économie de la région des Caraïbes. En 2022, malgré les chocs énergétiques et alimentaires et les changements climatiques brusques, l'économie a retrouvé des niveaux historiques de croissance du PIB réel d'environ 5%. Grâce à cette performance, le pays a retrouvé sa place parmi les économies connaissant les plus forts taux de croissance d'Amérique latine et des Caraïbes.

Cette excellente performance a été soutenue par des investissements privés très dynamiques, tant nationaux qu'étrangers, motivés par un environnement institutionnel favorable et par un optimisme quant à l'avenir; elle s'explique aussi par un secteur du tourisme solide, une politique anti-inflationniste efficace et une gestion budgétaire prudente.

Malgré de nombreuses incertitudes et des prévisions globales négatives, l'économie dominicaine devrait maintenir une croissance supérieure à 4,5% cette année et l'année prochaine. Ces résultats témoignent clairement de la résilience macroéconomique du pays face à la crise et aux chocs extérieurs.

Toutefois, ces réalisations ne doivent pas nous faire perdre de vue les risques et les problèmes que nous rencontrons. D'une part, le ralentissement de la croissance mondiale prévu pour 2023, les tensions géopolitiques et les pressions inflationnistes persistantes menacent clairement la viabilité des performances économiques que le pays a connues ces dernières années. D'autre part, notre économie et nos communautés restent très vulnérables. La croissance se fait au détriment de notre capital naturel et ses avantages sont répartis de manière très inéquitable, tant sur le plan social que territorial.

En ce qui concerne l'agriculture et la sécurité alimentaire, le pays a également enregistré des résultats tangibles. L'incidence de la dénutrition a été réduite et maintenue, et s'élève aujourd'hui à moins de 7%. Selon l'Indice de la faim dans le monde 2022, la République dominicaine figure parmi les pays où la faim est le moins présente. L'activité agricole a connu une croissance soutenue, contribuant à plus de 5% du PIB, à près de 8% des exportations, à plus de 80% de l'approvisionnement alimentaire, à plus de 350 000 emplois – soit près de 8% de l'emploi total –, et à de nombreux services environnementaux. En outre, même si l'économie rurale est aujourd'hui très diversifiée, l'activité agricole reste le principal moteur de richesse en milieu rural.

Toutefois, l'agriculture est l'un de nos secteurs économiques les plus vulnérables et celui où la productivité est la plus faible. Plus de 80% des emplois du secteur sont informels, le revenu horaire ne représente que 70% de la moyenne nationale et l'agriculture est l'un des secteurs les moins rémunérateurs, en particulier pour les femmes et les jeunes: 70% des personnes qui perçoivent un revenu du travail agricole se situent dans les trois déciles de revenus les plus bas.

Comme beaucoup d'entre vous le savent, cela signifie que – paradoxalement – ceux qui produisent le plus d'aliments sont ceux qui souffrent le plus de l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, la faible rentabilité de l'agriculture a poussé les populations à quitter les zones rurales, en particulier les jeunes, qui ne voient pas d'avenir prometteur dans ce secteur.

Cette situation, qui reflète des conditions structurelles défavorables, doit être inversée si nous voulons progresser sur la voie de la réduction de la pauvreté et de l'exercice des droits économiques et sociaux dans les zones rurales et sur celle de l'amélioration de la sécurité alimentaire pour toutes et tous.

Y parvenir exige, notamment, d'avancer plus rapidement et plus résolument sur la voie d'une transformation agricole inclusive, capable de lever les contraintes qui pèsent actuellement sur la production à petite échelle et qui limitent sa croissance, notamment l'accès à la technologie, à l'eau, à la terre, au crédit et aux marchés.

Parallèlement, cela exige une transformation qui rendrait l'agriculture plus résistante aux changements climatiques brusques. En République dominicaine, comme dans d'autres pays de la région, l'agriculture est l'activité la plus touchée par les phénomènes hydrométéorologiques extrêmes. Au-delà de l'altération des moyens d'existence ruraux, ces phénomènes engendrent une hausse des prix des denrées alimentaires dans les zones urbaines. Il est donc essentiel de réfléchir aux moyens de non seulement transformer et moderniser l'agriculture, en particulier la petite agriculture – un programme en souffrance depuis trop longtemps –, mais aussi de la rendre plus résistante aux épreuves que les effets des changements climatiques provoquent et de pouvoir s'en relever.

En République dominicaine, nous souscrivons à un programme en trois volets: transformer l'agriculture, promouvoir un développement rural inclusif qui tient compte des femmes et des jeunes, et chercher des moyens de renforcer les systèmes agroalimentaires et de rehausser les niveaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Nous sommes toutefois conscients que nous ne pouvons y parvenir seuls. Nous devons échanger des idées, apprendre des autres, coopérer au sens le plus large et le plus pur du terme et forger des alliances. C'est l'unique moyen de pouvoir concrétiser la transformation, de progresser dans la réalisation des objectifs du Programme 2030 et de résoudre les problèmes mondiaux émergents.

Enfin, je voudrais remercier le FIDA pour le soutien inestimable qu'il apporte à notre pays par l'intermédiaire du programme PRORURAL, qui vise à promouvoir les associations de petits producteurs et à accroître leur productivité grâce à de bonnes pratiques agricoles.

Nous désirons apprendre de ce programme, nous améliorer et, à terme, étendre le type d'interventions globales que nous mettons actuellement à l'essai. Nous espérons parvenir à une transformation des petites exploitations agricoles bénéficiaires du programme et les aider à devenir des entreprises prospères et, de la sorte, transformer la vie rurale au sens large pour en faire un espace de mieux-être. Nous espérons pouvoir toujours compter sur le FIDA pour y aboutir.

Je vous remercie.